

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/71
12 septembre 2003

(03-4831)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

NICARAGUA

Déclaration de S.E. M. José Augusto Navarro
Ministre de l'agriculture et de la sylviculture

Nous tenons à exprimer nos sincères condoléances au Royaume de Suède pour le tragique décès de la Ministre des affaires étrangères.

Au nom du peuple et du gouvernement du Nicaragua et de son Président, M. Enrique Boleños Geyer, je tiens à remercier les États-Unis du Mexique, pays hôte, ainsi que les autorités mexicaines, pour l'hospitalité offerte à nos délégations et pour l'excellente organisation de cette conférence.

Je tiens également à exprimer notre reconnaissance au Directeur général, M. Supachai Panitchpakdi, et aux Directeurs généraux adjoints, ainsi qu'à M. l'Ambassadeur Carlos Pérez del Castillo, Président du Conseil général, et aux Ambassadeurs qui l'ont aidé dans sa lourde tâche au cours du processus préparatoire.

Le Programme de Doha pour le développement reconnaît l'importance du système commercial multilatéral pour la croissance économique et la création d'emplois, mais il souligne aussi qu'il est nécessaire que ce système contribue à la reprise et à la croissance dans les pays en développement.

Dans ce contexte, le Nicaragua constate avec inquiétude que l'exécution du mandat de Doha et, en particulier, l'importance accordée à la dimension développement, ne transparaissent pas dans les résultats obtenus à ce jour. Nombre des questions qui intéressent le plus les pays en développement ne figurent pas dans le projet de texte qui nous est soumis.

Néanmoins, nous reconnaissons les efforts déployés par tous les Membres pour parvenir à une convergence de vues et nous sommes disposés à travailler dans un esprit constructif afin de dégager un consensus et d'obtenir des résultats qui satisfassent toutes les parties. Les décisions que nous adopterons devront au moins maintenir le niveau d'engagement atteint à Doha. C'est pourquoi, le traitement spécial et différencié devra être un élément essentiel de chacune des décisions qui seront prises, et il faudra en garantir l'opérationnalité, l'efficacité et la précision.

La question agricole est au cœur des négociations en cours et représente, pour mon pays, le plus grand sujet de préoccupation. L'économie et les échanges du Nicaragua sont fortement tributaires de l'agriculture. C'est pourquoi nous demandons instamment l'établissement de délais courts et ambitieux en vue de la suppression des subventions à l'exportation et des mesures de soutien interne qui faussent les échanges. De même, nous espérons parvenir à des accords en matière de réduction tarifaire qui dynamisent le commerce mondial des produits agricoles. Il faut en particulier mettre l'accent sur les réductions qui permettent d'améliorer sensiblement l'accès aux marchés pour les produits intéressant les pays en développement.

Pour les pays en développement, les effets des subventions considérables que les pays développés accordent à leur production agricole sont de plus en plus dévastateurs. Tous les plans, stratégies ou efforts mis en œuvre par nos pays pour sortir de la pauvreté sont entravés par l'application de ces mesures. Nos produits ne peuvent être compétitifs sur un marché international dans lequel les concurrents ne luttent pas à armes égales. C'est pourquoi il est nécessaire, de l'avis du Nicaragua, d'arriver à un consensus sur les modalités des négociations d'ici à la fin de l'année, afin de permettre des avancées concrètes sur ce sujet si essentiel.

Mon pays estime que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui figurent dans le texte du Président ne traduisent pas de façon appropriée les préoccupations relatives à la sécurité alimentaire et au développement rural. Pour le Nicaragua, il n'est pas concevable de faire avancer la libéralisation sans y inclure des éléments fondamentaux tels que la prise en compte des produits spéciaux, des réductions tarifaires différenciées et un mécanisme de sauvegarde pour les pays en développement. Tout ce qui précède est essentiel pour que ces négociations, dont le niveau d'ambition est considérablement plus élevé que celui du Cycle d'Uruguay, débouchent sur des résultats équilibrés et équitables.

De même, il est nécessaire de trouver une convergence en ce qui concerne les modalités pour les produits non agricoles. Le Nicaragua a entamé la libéralisation de son commerce dans les années 90. Aujourd'hui, notre moyenne tarifaire, qui dépasse à peine 5 pour cent, est l'une des plus faibles d'Amérique latine et elle est comparable à celle de nombreux pays développés. Le coût social de cet ajustement a été élevé, et c'est pourquoi il faut que les politiques des organisations internationales soient cohérentes et visent à faire sortir nos pays de la pauvreté. Les petits pays comme le nôtre, fortement endettés, doivent bénéficier d'un traitement qui soit adapté à leurs besoins en matière de développement et à leurs réalités macro-économiques. À Doha, ma délégation a exprimé cette nécessité, et nous remercions les auteurs des propositions qui ont été présentées depuis, en particulier celle qui prévoit un traitement spécial en faveur des pays exclusivement IDA. C'est pourquoi nous demandons, en vertu du paragraphe 5 de la Déclaration ministérielle de Doha, que ce traitement fasse partie des résultats de la présente Conférence ministérielle.

La question de la santé publique revêt une importance primordiale pour le Nicaragua. La bonne volonté dénote que la Décision du Conseil général du 30 août 2003 nous convient, mais nous pensons que cette question mérite des solutions plus vigoureuses. Nous estimons donc nécessaire de continuer d'œuvrer afin de trouver une solution permanente, prévisible et juridiquement contraignante.

Dans le domaine des services, nous nous félicitons des progrès observés dans les négociations, ainsi que du processus global qui se dessine. Toutefois, malgré les efforts que mon pays a soutenus, nous ne voyons pas, dans les offres présentées jusqu'à présent, d'ouvertures significatives pour les secteurs présentant un intérêt pour le Nicaragua, notamment en ce qui concerne le mode 4 et le secteur du tourisme. Nous espérons voir des améliorations substantielles dans les offres afin que cette négociation puisse être menée à bien. Les questions horizontales concernant les services devront aller de pair avec les sujets de négociation pour qu'un équilibre puisse être trouvé.

En ce qui concerne les questions de Singapour, la coopération technique et financière constitue un préalable à une négociation effective, pour nous donner les moyens qui nous permettront éventuellement de mettre en œuvre les engagements qui pourraient découler de cette négociation, en particulier dans le domaine de la facilitation des échanges.

Nous reconnaissons le travail remarquable effectué par les Groupes de travail, Conseils et Comités compétents sur les règles, les ADPIC, le commerce et l'environnement et le règlement des différends. Le Nicaragua est d'avis que les travaux de ces organes subsidiaires doivent se poursuivre conformément à la Déclaration ministérielle de Doha. Il estime que ces travaux devraient être achevés d'ici à la sixième Conférence ministérielle au plus tard.

Avant de conclure, je félicite les nouveaux Membres de l'OMC. Leur accession confirme que les pays sont décidés à renforcer le système commercial multilatéral.

Nous avons une tâche difficile et considérable à accomplir. Le Nicaragua est disposé à continuer d'œuvrer de façon constructive pour que des résultats concrets soient obtenus à la fin de cette cinquième Conférence ministérielle, afin que se réalise le vœu du Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, à savoir que les principes de justice et d'équité dans le commerce international ne soient plus de vaines paroles.
